

**CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE
DE L'ORDRE DES MEDECINS**

180 boulevard Haussmann - 75008 PARIS

N° 12735

Dr Christophe D

**Audience du 11 octobre 2016
Décision rendue publique
par affichage le 8 novembre 2016**

LA CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS,

Vu, enregistrée au greffe de la chambre disciplinaire nationale de l'ordre des médecins le 24 avril 2015, la requête présentée par M. Joseph S et Mme Elisabeth S ; M. et Mme S demandent à la chambre d'annuler la décision n° D.40/14, en date du 1^{er} avril 2015, par laquelle la chambre disciplinaire de première instance de Lorraine a rejeté leur plainte, transmise par le conseil départemental de Moselle de l'ordre des médecins, formée à l'encontre du Dr Christophe D, qualifié en médecine générale, titulaire d'un D.I.U. en médecine subaquatique et hyperbare ;

M. et Mme S soutiennent que le Dr D s'est présenté à leur domicile le 17 octobre 2012 alors qu'ils ne l'avaient pas appelé et qu'ils n'avaient pas besoin d'un renouvellement d'ordonnance ; que la caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) de Metz leur a confirmé qu'aucune demande de remboursement d'une visite du 17 octobre 2012 ne lui a été présentée par le Dr D ; que, le 17 octobre 2012, le Dr D ne leur a pas demandé leur carte Vitale ; que leurs tutrices à l'Union départementale des associations familiales (UDAF) de Metz et à l'UDAF des Yvelines refusent de remplir le dossier d'aide juridictionnelle ; que l'UDAF les empêche d'agir à leur guise ;

Vu la décision attaquée ;

Vu, enregistrée comme ci-dessus le 23 mai 2016, la lettre par laquelle l'UDAF des Yvelines, en sa qualité de tuteur de M. Joseph S, fait savoir à la chambre disciplinaire nationale qu'il n'est pas opportun de poursuivre la procédure contre le Dr D ;

Vu, enregistré comme ci-dessus le 12 août 2016, le mémoire présenté par Mme S, tendant aux mêmes fins que sa requête selon les mêmes moyens ;

Mme S soutient, en outre, que le Dr D cherchait un moyen de se débarrasser d'eux ; que, reprenant ses griefs de première instance, elle accuse le Dr D de s'être introduit de force chez eux alors qu'ils ne l'avaient pas appelé ; qu'il leur a parlé de façon agressive et a pris une photo de la chambre de son frère à leur insu ; qu'il s'est rendu coupable d'abus de faiblesse sur une personne handicapée ; que le prétendu « *désistement* » de l'UDAF des Yvelines, agissant au nom de son frère, porte atteinte à ses libertés fondamentales ;

Vu les pièces dont il résulte que la requête des conjoints S a été communiquée au Dr D qui n'a pas produit de défense ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Vu le code de justice administrative ;

CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS

180 boulevard Haussmann - 75008 PARIS

Vu le code de la santé publique, notamment le code de déontologie médicale figurant aux articles R. 4127-1 à R. 4127-112 ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu, au cours de l'audience publique du 11 octobre 2016, le rapport du Dr Kahn-Bensaude ;

APRES EN AVOIR DELIBERE,

1. Considérant que M. Joseph S et sa sœur, Mme Elizabeth S, font appel de la décision de la chambre disciplinaire de première instance de Lorraine rejetant leur plainte contre le Dr D ;

2. Considérant que M. S est placé sous tutelle et que son tuteur, l'UDAF des Yvelines, a fait savoir à la chambre disciplinaire nationale qu'il n'était pas opportun de poursuivre la procédure engagée contre le Dr D ; qu'il doit ainsi être regardé comme s'étant désisté, en ce qui le concerne, de l'appel formé conjointement avec sa sœur ; que rien ne s'oppose à ce qu'il lui soit donné acte de son désistement ;

3. Considérant que Mme S soutient que le Dr D s'est présenté le 17 octobre 2012 au domicile qu'elle partageait avec son frère alors que ni lui ni elle ne l'avait appelé ; que si le médecin, qui n'a pas produit de défense en appel et ne s'est pas présenté devant la chambre disciplinaire nationale, a affirmé, en première instance, qu'il s'était rendu ce jour-là au domicile de Mme S, à sa demande, pour un renouvellement d'ordonnance, il a mentionné de façon contradictoire, dans le même mémoire, que la dernière ordonnance pour une période d'un mois remontait au 5 octobre, soit seulement douze jours auparavant ; que Mme S affirme, sans être contredite, qu'aucune visite au domicile ni aucune dépense de pharmacie n'a fait l'objet, à cette date, d'un remboursement par la CPAM ; qu'il ressort en réalité du dossier que c'est en vue d'un transfert de M. S en maison de retraite que le Dr D s'est rendu de son propre chef au domicile de Mme S et de son frère sans les informer du but de sa visite et a pris à leur insu une photographie de la chambre de ce dernier ; qu'en agissant ainsi, le Dr D a manqué aux devoirs de respect de la dignité des personnes et de dévouement inscrits aux articles R. 4127-2 et -3 du code de la santé publique ; qu'il sera fait une juste appréciation des circonstances de l'espèce en lui infligeant la sanction de l'avertissement ;

PAR CES MOTIFS,

DECIDE :

Article 1^{er} : Il est donné acte du désistement de la requête, en tant qu'elle émane de M. Joseph S.

Article 2 : La décision de la chambre disciplinaire de première instance de Lorraine, en date du 1^{er} avril 2015, est annulée.

Article 3 : La sanction de l'avertissement est infligée au Dr D.

Article 4 : La présente décision sera notifiée au Dr Christophe D, à M. Joseph S, à Mme Elizabeth S, à l'UDAF des Yvelines, au conseil départemental de Moselle de l'ordre des médecins, à la chambre disciplinaire de première instance de Lorraine, au préfet de Moselle, au directeur général de l'agence régionale de santé Grand Est, au procureur de la

**CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE
DE L'ORDRE DES MEDECINS**

180 boulevard Haussmann - 75008 PARIS

République près le tribunal de grande instance de Metz, au conseil national de l'ordre des médecins et au ministre chargé de la santé.

Ainsi fait et délibéré par : Mme Aubin, président de section honoraire au conseil d'Etat, président ; Mme le Dr Kahn-Bensaude, MM. les Drs Deseur, Ducrohet, Emmery, Lucas, Morali et Mozziconacci, membres.

Le président de section honoraire au Conseil d'Etat,
président de la chambre disciplinaire nationale
de l'ordre des médecins

Marie-Eve Aubin

Le greffier en chef

François-Patrice Battais

La République mande et ordonne au ministre chargé de la santé en ce qui le concerne, ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.